

BILAN FINANCIER 2024

atu

Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours



juillet 2025



Sommaire

RAPPORT FINANCIER	3
RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	6
Compte de résultat	10
Bilan	12
Annexe : règles et méthodes comptables	14
État budgétaire	16
Ventilation sectorielle du résultat	18

RAPPORT FINANCIER

Mesdames, Messieurs,

Les comptes qui vous sont présentés aujourd'hui couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2024.

COMMENTONS LE COMPTE DE RÉSULTAT PUIS LE BILAN.

Le compte de résultat est le reflet de l'activité de l'exercice et permet de déterminer le résultat net par la différence entre les produits et les charges.

1. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

1 784 734 € sont en hausse (+11,6%) par rapport à 2023.

- Les cotisations (7.500 €) représentent le montant forfaitaire dû par chaque membre adhérent (750 € par membre).
- Les «subventions d'exploitation» s'établissent à 1 562 169 € contre 1 442 005 € en 2023, soit une hausse de 120 164 €, en raison de subventions versées par de nouveaux partenaires non prévues au budget et des subventions complémentaires dans le cadre du projet portant sur le Service Express Métropolitain Régional. À noter que le montant des subventions d'exploitation (1,5 M€) sont inférieures aux dépenses d'exploitation (1,7 M€).
- Les «ventes de prestations de service» (études particulières) enregistrent une hausse par rapport à 2023 (149 034 € contre 137 181 € en 2023). L'Agence a fait le choix de répondre à une consultation portant sur le plan départemental de l'habitat et de l'hébergement. Ces recettes ponctuelles, permettent d'équilibrer le budget 2024.
- La «reprise sur fonds dédiés» atteignent 65 980 € correspondant à une subvention à recevoir en lien avec les travaux sur les îlots de chaleur pour 58 480 € et sur une subvention de 7 500 € portant sur le dispositif de l'observatoire des loyers du parc privé.

2. LES CHARGES D'EXPLOITATION

1 782 874 € sont en hausse (+12,5 %) par rapport à l'exercice 2023.

- Les «autres achats et charges externes» à hauteur de 277 517 € en 2024, contre 243 094 € en 2023 sont en hausse, compte-tenu de la sous-traitance de travaux d'exploitation de données pour la réalisation d'études sur les loyers du parc privé dans le cadre du dispositif OLL. Cette hausse est également le fait d'une régularisation de charges locatives portant sur des exercices antérieurs, d'une hausse des honoraires suite à des consultations juridiques et comptables de l'Agence et à des frais de réparation sur le traceur.
- Les «salaires et traitements» 951 983 € et les «charges sociales» 382 946 € atteignent 1 334 929 € contre 1 213 578 € en 2023, soit une hausse de 9% de la masse salariale. Ce chiffre est en hausse car l'Agence a renforcé ponctuellement ses capacités de production pour faire face à un plan de charge très soutenu en 2024, avec un renfort en cartographie et un alternant en analyse de la donnée.
- Les «impôts, taxes et versements assimilés» sont stables (111 306 € contre 102 353 € en 2023). Ce poste regroupe la taxe sur les salaires, la participation à la formation continue et la TVA non récupérable (TVA sur la partie non fiscalisée) qui suit mécaniquement la hausse du poste de «salaires et traitements».
- Les «dotations aux amortissements» portés à 20 747 € pour un montant de 25 623 € sur l'exercice 2023. Ce poste est en baisse en raison des amortissements sur l'exercice et d'un plus faible niveau d'investissement. La charge de travail n'a pas permis de prendre le temps nécessaire au renouvellement du matériel informatique notamment.
- Le «report en fonds dédiés» de 38 364 € porte sur des travaux inscrits au programme de travail qui ont débuté en 2024 sans pouvoir être terminés sur l'exercice.

3. LES RÉSULTATS FINANCIER ET EXCEPTIONNEL

■ Des «produits financiers» sont enregistrés cette année à hauteur de 3 079 € en rémunération des versements effectués sur 2 livrets ouverts auprès du Crédit Coopératif.

■ Les «produits exceptionnels» sont enregistrés à 10 €

Le résultat d'exploitation est de 1 860 €. Après prise en compte du résultat financier 3 079 €, du résultat exceptionnel 11€, l'Agence d'Urbanisme affiche un résultat positif de 4 950 € pour l'exercice 2024.

LE BILAN S'APPRÉHENDÉ DE LA FAÇON SUIVANTE :

À L'ACTIF

- Le poste «actif immobilisé» enregistre une baisse de 21 385 €, il valorise les investissements réalisés sur l'exercice 2024 (mobilier, matériel informatique, déploiement du nouveau logiciel de gestion de projet...).
- Les «clients et comptes rattachés et autres créances» s'établissent à 48 197 € au 31 décembre 2024, et comprennent des factures ou subventions restant à percevoir.
- Les «charges constatées d'avance» de 53 411 € correspondent aux achats de biens ou de prestations enregistrés sur l'exercice 2024 mais dont tout ou partie de la charge est à rattacher à l'exercice 2025.
- Les «disponibilités» se situent à un niveau satisfaisant. Le solde au 31 décembre 2024 (734 790 €). Ces disponibilités permettent à l'association de faire face à ses engagements du premier trimestre de l'exercice.

AU PASSIF

- Les «fonds propres» s'élèvent à 668 457 € après enregistrement du résultat de l'exercice de 4 950 €. Cette réserve de précaution est nécessaire au fonctionnement de l'association en début d'exercice. Ces réserves associatives peuvent aussi permettre de faire face à une ou deux années rendues plus difficiles suite à la raréfaction des exercices de planification et à la baisse prévisionnelle des études particulières en fin de mandat.
- Les «fonds dédiés» de 38 364 € correspondent à des études qui seront réalisées sur l'exercice 2025.
- Les «dettes fiscales et sociales» sont constituées des charges sociales du 4e trimestre 2024 ainsi que des impôts et taxes dus au 31 décembre (118 693 € contre 114 512 € en 2023). L'association n'enregistre aucun retard de paiement.
- L'exercice 2024 enregistre la somme de 25 710 € de «produits constatés d'avance» portant sur une avance sur facturation des études particulières en cours.

À LA LECTURE DES COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2024, IL RESSORT QUE LA SITUATION DE L'ASSOCIATION RESTE SAINÉ À LA FIN DE L'EXERCICE.

RAPPORT GÉNÉRAL du commissaire aux comptes



Eric **LETOURMY**
Nicolas **CHAMPS**
Grégory **ONDET**

AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION DE TOURS

Association loi 1901

Siège Social : 3 cour du 56, avenue Marcel Dassault

37206 - TOURS CEDEX 3 -

DR AUDIT

SARL au capital de 11 255 euros
63B, avenue de Châteaudun - BP 90851 - 41008 BLOIS Cedex
Bureau secondaire : 116, rue Ronsard - 37100 TOURS

02 54 42 23 11
draudit@draudit.net
www.draudit.net



Commissaires aux comptes - Membres de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
Siret 443 995 337 00039 - APE 6920 Z - RCS Blois B 443 995 337 - TVA Intracom. FR 65 443 995 337

À l'assemblée générale de l'Association AGENCE D'URBANISME DE
L'AGGLOMERATION DE TOURS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION DE TOURS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par vos instances.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Blois, le 23 juin 2025

SARL DANIEL RAVINEAU AUDIT
Commissaire aux comptes
Grégory ONDET

COMPTE DE RÉSULTAT

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	7 500	6 000
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	149 034	137 180
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 562 169	1 442 005
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		16 488
	Utilisations des fonds dédiés	65 980	
	Autres produits	51	-2 474
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 784 734	1 599 199
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	277 517	243 093
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	111 306	102 353
	Salaires et traitements	951 983	885 811
	Charges sociales	382 946	327 767
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20 747	25 623
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	38 364	
	Autres charges	8	3
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 782 874	1 584 652
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	1 860	14 547

Edité à partir de Loop V5.30.6

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 079	2 862
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3 079	2 862
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		3 079	2 862
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		4 939	17 409
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	10	16
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	10	16
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		10
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		10
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		10	5
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		1 787 824	1 602 078
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 782 874	1 584 663
EXCÉDENT OU DÉFICIT		4 950	17 415
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	17 768	14 684	3 084	7 675
Immobilisations corporelles				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	457 897	418 496	39 401	54 704
Immobilisations financières				
<i>Autres titres immobilisés</i>	153		153	153
<i>Prêts</i>				2 530
<i>Autres immobilisations financières</i>	19 752		19 752	18 713
Total I	495 569	433 180	62 389	83 775
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	13 230		13 230	10 396
<i>Autres créances</i>	34 967		34 967	42 941
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	734 791		734 791	715 645
<i>Charges constatées d'avance</i>	53 411		53 411	42 780
Total II	836 399		836 399	811 763
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 331 969	433 180	898 788	895 537
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

BILAN PASSIF

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	79 471	79 471
Report à nouveau	584 037	566 621
Excédent ou déficit de l'exercice	4 950	17 415
Situation nette (sous-total)	668 458	663 508
Total I	668 458	663 508
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	38 364	58 480
Total II	38 364	58 480
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 100	23 021
Dettes fiscales et sociales	118 693	114 512
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		4 636
Autres dettes	463	
Produits constatés d'avance	25 710	31 381
Total IV	191 967	173 550
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	898 788	895 537

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	191 967
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La démarche de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition. Le poste s'élève au 31 décembre 2024 à 17 768 € en valeur brute. La valeur nette comptable se situe à 3 084 €. Les logiciels sont amortis entre trois et cinq ans.

b) Immobilisations corporelles

Les «immobilisations corporelles» sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Elles s'élèvent à 457 897 € en valeur brute et à 39 400 € en valeur nette comptable.

Elles sont composées par :

- des agencements (aménagement des locaux) amortis sur quinze années et arrivés au terme de leur amortissement en 2018,
- du matériel de bureau et informatique amorti respectivement sur cinq et trois années,
- du matériel de transport,
- du mobilier de bureau amorti sur cinq années.

c) Immobilisations financières

Le poste «immobilisations financières « » s'élève 19 904 €.

Ce montant est constitué du poste «dépôt de garantie du loyer» (19 751 €), versé au bailleur depuis l'arrivée de l'Agence dans ses locaux ainsi que du poste «autres titres» (parts sociales souscrites auprès de la Banque Crédit Coopératif pour 153 €).

d) Variation des postes d'immobilisations et amortissements

Tableau des immobilisations

	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	24 382 €		6 614 €	17 768 €
Immobilisations corporelles	458 097 €	853 €	1 053 €	457 897 €
Immobilisations financières	21 395 €	1 039 €	2 530 €	19 904 €
Total	503 874 €	1 892 €	10 197 €	495 569 €
Amortissements et provisions				
Immobilisations incorporelles	16 706 €	4 591 €	6 614 €	14 683 €
Immobilisations corporelles	403 393 €	16 157 €	1 053 €	418 497 €
Total	420 099 €	20 748 €	7 667 €	433 180 €
ACTIF NET				62 389 €

e) Les études en cours de réalisation

Sur 2024, il n'y a pas de stock à valoriser.

f) Créances

Les «créances» sont valorisées à l'actif pour leur valeur nominale. Au 31 décembre 2024, elles s'élèvent à 48 197 € correspondant à des factures en attente de paiement.

g) Fonds propres

Le poste «réserves» enregistre un fonds de trésorerie de 79 471 €, voté par l'assemblée générale de l'Agence d'Urbanisme en date du 4 janvier 1993 (521.295 francs). Le poste «report à nouveau sur gestion propre» correspond aux résultats passés cumulés soit 584 036 €.

Compte tenu du résultat de l'exercice de 4 950 €, les fonds propres s'élèvent à 668 457 €.

h) Plan d'Epargne Entreprise (PEE)

Le PEE NATIXIS a fait l'objet d'un abondement de 15 150 €, soit une hausse de 50 € du versement volontaire.

i) Indemnités de fin de carrière

L'Agence d'Urbanisme possède un compte chez AXA pour faire face à ses obligations en matière de versement d'indemnités de fin de carrières conformément à son accord d'entreprise. La somme de 20 000 € a été versée sur ce compte pour faire face à de futurs départs à la retraite. Les fonds disponibles au 31 décembre 2024 s'élèvent à 174 404 €.

j) Rémunération du personnel

Ce poste enregistre les rémunérations du personnel titulaire de contrats de travail à durée déterminée, indéterminée en alternance, y compris celui des personnes mises à disposition et les indemnités versées aux stagiaires.

k) Fiscalisation partielle de l'association

L'association est partiellement fiscalisée. Le calcul de la base imposable à l'impôt sur les sociétés s'appuie sur une ventilation des charges et des produits en trois catégories :

- ceux qui correspondent à des activités économiques fiscalisées, car considérées comme lucratives,
- ceux relatifs à la mission d'intérêt général, activités réputées non lucratives,
- ceux non directement imposables.

Le résultat du troisième secteur est réparti en proportion des recettes des deux autres secteurs.

Le résultat du secteur lucratif est bénéficiaire de 7 903 €. Compte tenu du report des déficits antérieurs, aucun impôt sur les sociétés n'est dû au 31 décembre 2024.

l) Recettes en provenance de Tours Métropole Val de Loire

Tours Métropole Val de Loire est le principal partenaire de l'association. Les recettes encaissées le sont essentiellement au titre de la mission permanente. L'association reçoit de Tours Métropole Val de Loire une participation financière assise sur le nombre d'habitants et intégrant une cotisation due par chaque membre adhérent.

Les ressources provenant de Tours Métropole représentent, pour l'année 2024, 60% des recettes d'exploitation.

m) État budgétaire 2024

Il convient de souligner que l'état budgétaire annexé compare les réalisations 2024 au budget voté en février de la même année.

Analyse comparative des produits entre le budget et les réalisations

- Le poste des études particulières est inférieur aux prévisions, certains travaux en lien avec le PLUm et le PDHH initialement prévus en 2024 ont basculé sur l'exercice suivant.
- Le montant des subventions est supérieur au montant attendu en raison du versement d'une subvention de la Région Centre-Val de Loire qui a adhéré à l'Agence fin 2024. L'Agence a par ailleurs obtenu des subventions complémentaires pour animer une réflexion sur l'urbanisme et les aménagements qualitatifs autour des points d'accès au Service Express Régional Métropolitain.

Analyse comparative des charges entre le budget et les réalisations

- Les dépenses prévues pour les études et prestations sont supérieures au prévisionnel du fait principalement de la sous-traitance de l'exploitation de bases de données en lien avec les études du parc locatif privé.
- Les dépenses de charges locatives connaissent une hausse compte-tenu d'une régularisation de charges des exercices précédents.
- Le poste de sous-traitance générale est quant à lui en deçà du prévisionnel car les études et travaux portant sur le passage à la convention Syntec ont été reportés sur l'exercice 2025.
- Le poste autre frais enregistre une hausse car il correspond entre autres à la prise en charge des frais de formation. Ce compte sera isolé sur l'exercice 2025 afin de faire ressortir les coûts de formation.
- La TVA non récupérable a quant à elle connu une légère progression en raison d'une hausse des dépenses.
- La masse salariale enregistre une hausse suite à des renforts rendus nécessaires eu égard à l'activité soutenue.

ÉTAT BUDGÉTAIRE

		Budgété	Réalisé	Ecart	%
Production vendue (services)					
70600	Etudes particulières	187 704	149 035	-38 669	-20,60
708800	Autres produits activités annexes		0		
Total		187 704	149 035	-38 669	-20,60
Production stockée					
71341	Etudes en cours		0	0	NP
Total		0	0	0	NP
Subventions d'exploitation					
740000	Subvention		2 000		
74100	Participation Etat	175 980	119 234	-56 746	-32,25
742050	Participation EPFL	10 000	9 250	-750	-7,50
74201	Participation Tours Métropole	1 064 888	1 065 638	750	0,07
742015	Subvention SERM		33 332		
74202	Participation Touraine Est Vallées	130 454	129 704	-750	-0,57
74203	Participation autres Communes	30 415	28 165	-2 250	-7,40
742040	Contribution Cofiroute		9 250	9 250	NP
742060	Participation Région Centre		74 250	74 250	NP
74301	Part. Synd. Mixte Agglo. Tourangelle (SMAT)	69 618	72 410	2 792	4,01
74302	Part. Synd. Mixte Pays Loire Nature	19 686	18 936	-750	-3,81
74303	Part. Synd. Mixte Mission Val de Loire	0	0	0	NP
Total		1 501 041	1 562 169	61 128	4,07
AUTRES PRODUITS					
75600	Cotisations	0	7 500	7 500	NP
75800	Prod. divers de gestion courante		51	51	NP
79110	Transferts de charges et autres remboursements		0	0	NP
Total		0	7 551	7 551	NP
Produits financiers					
76800	Produits financiers		3 079	3 079	NP
Total		0	3 079	3 079	NP
Produits exceptionnels					
770000	Produits exceptionnels		11	11	NP
		0	11	11	NP
Reprise de fonds dédiés					
			65 980	65 980	NP
Total		0	65 980	65 980	NP
Produits		1 688 745	1 787 825	99 080	5,87
Autres charges externes					
60400	Etudes et prestations de services extérieurs	35 000	45 274	10 274	29,36
60610	Fournitures non stockées (Energie...)	4 000	3 709	-291	-7,27
60630	Matériel et équipement divers	2 000	1 716	-284	-14,18
60642	Fourniture de bureau	3 000	3 052	52	1,74
61100	Sous-traitance générale	20 000	12 832	-7 168	-35,84
61320	Loyer et charges locatives	88 000	94 289	6 289	7,15
61520	Entretien des locaux	8 000	7 409	-591	-7,39
61560	Réparations et maintenance	30 000	32 156	2 156	7,19
61600	Primes d'assurance	7 000	6 542	-458	-6,55
61830	Documentation technique	4 000	4 897	897	22,44
62260	Honoraires	10 000	10 110	110	1,10
62440	Frais de déplacement du personnel	8 000	7 026	-974	-12,18
62560	Missions et réceptions	15 000	18 427	3 427	22,84
62600	Poste et Télécommunications	8 000	7 561	-439	-5,49
62700	Frais bancaires	2 000	1 425	-575	-28,76
62810	Cotisations Féd.° Nationale Ag. Urbanisme	12 000	12 847	847	7,06
62860	Autres frais	2 000	8 245	6 245	312,23
Total		258 000	277 517	19 517	7,56

	Budgété	Réalisé	Ecart	%
Impôts, taxes et versements assimilés				
63110 Taxe sur les salaires	66 000	66 435	435	0,66
63330 Formation Professionnelle Continue	7 000	9 286	2 286	32,65
63520 Taxe s/ CA non récupérable	32 000	35 586	3 586	11,21
63540 Taxes et impôts divers			0	NP
Total	105 000	111 307	6 307	6,01
Rémunération du personnel				
64110 Personnel permanent	889 318	892 420	3 102	0,35
64112 Personnels stagiaire et vacataire			0	NP
64113 Personnel Communauté d'Agglo permanent	49 000	50 687	1 687	3,44
64120 Congés payés		8 878	8 878	NP
Total	938 318	951 985	13 667	1,46
Charges sociales				
64510 Cotisations URSSAF	268 267	246 094	-22 173	-8,27
64520 Cotisations prévoyance / santé(IID)	22 854	22 510	-344	-1,50
64530 Cotisations Ircantec (retraite complémentaire)	46 416	57 936	11 520	24,82
64531 Cotisations retraite supplémentaire (art. 83)	11 390	10 398	-992	-8,71
645800 Charges s/congés payés		4 930	4 930	NP
64581 Cotisations Indemnités Fin de Carrière (IFC)	3 000	20 000	17 000	NP
64710 Plan Epargne Entreprise (PEE)	11 000	15 150	4 150	37,73
64750 Médecine du travail, pharmacie	1 500	1 673	173	11,53
648000 Autres charges de personnel		4 254		
Total	364 427	382 946	18 519	5,08
Dotations aux amortissements				
68100 Dotations aux amortissements	23 000	20 748	-2 252	-9,79
Total	23 000	20 748	-2 252	-9,79
Autres charges				
65800 Charges diverses de gestion courante		9	0	NP
Total	0	9	9	NP
Charges financières				
66100 Intérêts bancaires	0	0	0	NP
	0	0	0	NP
Charges Exceptionnelles				
671000 Charges exceptionnelles		0	0	NP
672000 Charges exceptionnelles s/ exercice antérieur		0	0	NP
Fonds dédiés				
689000 Engagements à réaliser s/ ressources affectées		38 364	38364	NP
	0	38 364	38364	NP
Charges	1 688 745	1 782 875	94 130	5,57
Résultat	0	4 950	4 950	NP

VENTILATION SECTORIELLE DU RÉSULTAT 2024

		Général	Fiscalisé	Non fiscalisé	Total
	CHARGES				
604000	Etudes non assujetties TVA			41 996	41 996
604002	Etudes assujetties TVA		3 278		3 278
606100	Fournitures non stockées (énergie ...)	3 710			3 710
606300	Matériels équipements divers	1 716			1 716
606420	Fournitures de bureau	3 052			3 052
611000	Sous traitance	7 289			7 289
611001	Sous traitance		24	5 519	5 543
613200	Loyers et charges locatives	94 289			94 289
613500	Location mobilière	3 319			3 319
615200	Entretien des locaux	7 409			7 409
615600	Réparations et maintenance	18 957			18 957
615601	Réparations et maintenance abonnée	9 882			9 882
616000	Primes d'assurance	6 542			6 542
618300	Documentation technique	2 498			2 498
618301	Documentation ponctuelle	2 400			2 400
621100	Personnel Intérimaire				0
622600	Honoraires	10 020			10 020
622700	Frais actes et contentieux	90			90
623300	Participation colloque	4 045			4 045
623400	Cadeaux partenaires	300			300
623401	Cadeaux au Personnel	4 254			4 254
624400	Frais de déplacements du personnel	4 351			4 351
624401	Frais de déplacement assujettis		343		343
624402	Frais déplacements fnau	3 024			3 024
625600	Missions et réceptions		0	8 069	8 069
625603	Voyage de fin d'année	2 704			2 704
625605	Rencontres Agences d'Urbanisme	6 961			6 961
626000	Frais postaux	2 001			2 001
626100	Frais de télécommunication	5 560			5 560
627500	Services bancaires et assimilés	1 425			1 425
628100	Cotisation FNAU	12 647			12 647
628600	Autres frais	4 099			4 099
631100	Taxe sur les salaires	66 435			66 435
633300	Formation Professionnelle Continue	9 286			9 286
635200	Taxe sur CA non récupérable			35 586	35 586
641100	Personnel permanent	887 160			887 160
641120	Personnel stagiaire	0			0
641121	Personnel vacataire (CDD)				0
641130	Personnel Communauté d'Agglo	50 687			50 687
641200	Congés payés	8 878			8 878
641400	Indemnités et avantages divers (Frais de T.C.)	5 259			5 259
645100	Cotisations URSSAF	246 094			246 094
645200	Cotisations prévoyance (IID)	7 129			7 129
645210	Cotisations complémentaire santé	15 382			15 382
645300	Cotisations IRCANTEC	26 885			26 885
645310	Cotisations retraite supplémentaire (art 83)	10 398			10 398
645320	Cotisations Agirc-Arrco	31 051			31 051
645800	Charges sur congés payés	4 930			4 930
645810	Cotisations Indem. Fin Carrière	20 000			20 000
647100	Plan Epargne Entreprise	15 150			15 150
647500	Médecine du travail, pharmacie	1 674			1 674
658000	Charges diverses gestion courante	9			9
671800	Charges exceptionnelles				0
681100	Dotations aux amortissements	20 748			20 748
689500	Fonds dédiés	0		38 364	38 364
	Total des Charges	1 649 696	3 645	129 534	1 782 875

		Général	Fiscalisé	Non fiscalisé	Total
	PRODUITS				
706046	Etudes particulières TVA à 20%		149 035		149 035
708800	Autres produits	0			0
713410	Variation En-Cours		0		0
741000	Participation de l'Etat			119 234	119 234
742010	Participation Cté Agglomération			1 065 638	1 065 638
742015	Subvention Serm			33 332	33 332
742020	Participation CC Touraine Est Vallées			129 704	129 704
742030	Participation autres communes			28 165	28 165
742050	Participation EPFL de TMVL			9 250	9 250
742040	Contribution Cofiroute			9 250	9 250
742060	Contribution région centre			74 250	74 250
743010	Part. Syndicat Mixte Agglo Tours (SMAT)			51 155	51 155
743011	Participation Smat			21 255	21 255
743020	Part. Syndicat Mixte Pays Loire Nature			18 936	18 936
740000	Aide asp	2 000			2 000
756000	Cotisations			7 500	7 500
758000	Produits divers de gestion	51			51
768000	Produits financiers	3 079			3 079
770000	Produits exceptionnels	11			11
789400	Reprise partielle Fonds Dédiés			65 980	65 980
791100	Transferts de charges	0			0
	Total des Produits	5 141	149 035	1 633 649	1 787 825
	RESULTAT BRUT AVANT REPARTITION	-1 644 555	145 390	1 504 115	4 950
	Répartition (clef recette)	1 644 555	-137 487	-1 507 068	0
	RESULTAT BRUT APRES REPARTITION	0	7 903	-2 953	4 950
695000	Impôt sur les sociétés	0	0	0	0
	RESULTAT NET APRES REPARTITION	0	7 903	-2 953	4 950
	RESULTAT FISCAL				
	Résultat net après répartition	0	7 903	-2 953	4 950
	REPORT PARTIEL DU DEFICIT 2010		7 903		
	BASE IMPOSABLE		0		
	CALCUL DE L'IMPOT S/ LES SOCIETES				
	Impôt sur les sociétés à 15 %				
	TOTAL DE L'IMPOT		0,00		

DEFICIT FISCAL A REPORTER AU 31/12/2023	-43 185
BENEFICE FISCAL AU 31/12/2024	7 903
DEFICIT FISCAL A REPORTER AU 31/12/2024	-35 282



Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours

3 cour - 56, avenue Marcel Dassault

BP 601- 37206 Tours Cedex 3

Tél : 02 47 71 70 70

atu@atu37.fr

www.atu37.org